

**CONVENTION CONSTITUTIVE
DU GROUPEMENT DE COOPERATION
SANITAIRE**

*« Intervention de médecins libéraux à temps
partiel au Centre Hospitalier de Saint Palais »*

Version adoptée par délibération de l'Assemblée Générale Constitutive du
30 Mai 2013.

PREAMBULE

En raison des difficultés économiques rencontrées par la Polyclinique Sokorri située à Saint Palais (64120) et gérée par l'Association Médicale d'Amikuze, les acteurs du territoire ont engagé une réflexion commune visant à se prémunir contre les conséquences extrêmement préjudiciables de disparition de ladite Polyclinique tant pour la population que pour les salariés et praticiens intervenant en son sein.

Une réflexion a ainsi été engagée aux fins de garantir, dans le cadre d'une coordination étroite avec le Centre Hospitalier de la Côte Basque, la continuité des activités et répondre aux besoins de la population et aux caractéristiques territoriales.

Dans cette perspective, il a été décidé, en accord avec l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, de créer un nouvel établissement public de santé à Saint Palais ayant vocation à reprendre l'ensemble des activités de la Polyclinique Sokorri.

Le nouveau Centre Hospitalier de Saint Palais a été créé par décision du 03 janvier 2013 (décision n° 2013 - 16) du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine.

Par jugement prononcé le 25 février 2013, l'Association Médicale d'Amikuze a été déclarée en redressement judiciaire par le Tribunal de Grande Instance de Bayonne.

Dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire, le nouveau Centre Hospitalier de Saint Palais a présenté une offre de reprise des activités de la Polyclinique Sokorri devant le T.G.I de Bayonne qui a été acceptée et homologuée par jugement du 22 avril 2013.

S'agissant des professionnels médicaux, il a été proposé :

- aux praticiens salariés ou libéraux intervenant à temps plein au sein de la Polyclinique Sokorri, d'exercer au sein du nouveau Centre Hospitalier de Saint Palais dans le cadre d'un contrat de clinicien hospitalier ou de praticien hospitalier contractuel en application des dispositions des articles L. 6152-1 et L. 6152-3 du code de la santé publique. Dès lors que les conditions statutaires et de nomination seront remplies, les praticiens susmentionnés qui le souhaiteront pourront à terme devenir praticiens hospitaliers.
- aux autres praticiens libéraux d'intervenir à temps partiel et de constituer avec le nouveau Centre Hospitalier de Saint Palais un Groupement de coopération sanitaire (GCS) ayant pour objet de permettre à ces praticiens libéraux de participer au service public hospitalier dans le respect de leur statut libéral conformément aux dispositions des articles L. 6133-1, L. 6133-2 et L. 6133-6 du code de la santé publique.

Les praticiens libéraux qui adhèrent au Groupement, s'engagent à intervenir à temps partiel au sein du Centre Hospitalier de Saint-Palais dans la limite de quatre (4) demi-journées par semaine. Ils assureront des prestations médicales au bénéfice des patients hospitalisés, usagers du service public hospitalier, dans le cadre de leur statut libéral.

Les praticiens qui bénéficient de locaux de consultation au sein de la Polyclinique Sokorri pourront demander au nouveau Centre Hospitalier de Saint Palais, la mise à disposition de locaux dédiés à leur activité de consultation externe dans la limite des capacités matérielles du Centre Hospitalier.

La réalisation d'actes en particulier chirurgicaux pour un patient reçu en consultation dans les locaux du Centre Hospitalier sera effectuée préférentiellement au Centre Hospitalier, tout

en respectant la liberté de choix du patient et en s'assurant de la capacité du plateau technique du Centre Hospitalier à permettre l'acte médical en toute sécurité.

Vu le Code de la Santé publique et en particulier les articles L. 6133-1 à L. 6133-6 et R. 6133-1 à R. 6133-25 du Code de la Santé Publique ;

Les soussignés sont convenus des stipulations qui suivent :

TITRE I - CONSTITUTION

ARTICLE 1 - CREATION

Il est constitué entre les soussignés :

Le Centre Hospitalier de Saint Palais

Établissement public de santé,

Avenue Frédéric de Saint-Jayme 64120 SAINT PALAIS

Représenté par son Directeur Monsieur Michel GLANES

Ci-après dénommé "Le Centre Hospitalier"

Et

Le Docteur Elias ABDINI

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Et

Le Docteur Jean BERNARD

Docteur en médecine spécialité pneumologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 01796

Et

Le Docteur Thierry BROS

Docteur en Médecine spécialité ophtalmologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 64/3887

Et

Le Docteur Jean-Michel CHABAUD

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Et

Le Docteur Philippe CLAVERIE

Docteur en médecine spécialité gastroentérologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 641023627

Et

Le Docteur Philippe DE GEOFFROY

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Et

Le Docteur Christiane DELAFAYE - SENAC

Docteur en médecine spécialité Endocrinologie-Diabétologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 64 10 37 31 2

Et

Le Docteur Anne DEYROLLE

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Et

Le Docteur Alexandre GIRAUD

Docteur en médecine spécialité gastroentérologie et hépatologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 641006317

Et

Le Docteur Sébastien HELOU

Docteur en médecine spécialité néphrologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 64/5986

Et

Le Docteur Michel LACOUTURE-BORE

Docteur en médecine spécialité ophtalmologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 641039276

Et

Le Docteur Eric LEGUEN

Docteur en médecine spécialité néphrologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 3829

Et

Le Docteur Marie-Laure LUXCEY-BELLOCQ

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Et

Le Docteur Renaud NAVARRE

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Et

Le Docteur Thomas NAVARRE

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Et

Le Docteur Marie-France PASQUET

Docteur en médecine spécialité pédiatrie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 64/5782

Et

Le Docteur Emmanuelle PROUST-LEMOINE

Docteur en médecine spécialité Endocrinologie-Diabétologie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 64 10 55 48 8

Et

Le Docteur Marc RAPPOPORT

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Et

Le Docteur Pierre VAEZE

Docteur en médecine spécialité psychiatrie

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : 64104190

Et

Le Docteur Jean-Pierre VALVERDE

Docteur en [...] depuis le [...]

Inscrit au tableau de l'Ordre des Médecins sous le numéro : [...]

Un Groupement de coopération sanitaire de droit public régi par les textes en vigueur et par la présente convention.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination du Groupement est :

Dans tous les actes et documents émanant du Groupement et destinés aux tiers, devra figurer la dénomination précédée des mots : « *Groupement de Coopération Sanitaire* ».

ARTICLE 3 - OBJET

Le Groupement a pour objet de faciliter la réalisation et la coordination des activités de médecine et de chirurgie dans le cadre du service public, de manière à maintenir une offre de soins de proximité complète, pérenne et de qualité sur le territoire de santé de Saint Palais et notamment dans les spécialités suivantes :

- Dermatologie,
- Endocrinologie,
- Gastroentérologie,
- Néphrologie,
- Neurologie,
- Ophtalmologie,
- O.R.L,
- Orthopédie,
- Pédiatrie,
- Rhumatologie,
- Pneumologie,
- Psychiatrie,
- Vasculaire.

A ce titre, le Groupement a pour mission :

- D'assurer la coordination et le développement des activités du service public hospitalier en permettant l'intervention à temps partiel des praticiens libéraux membres du Groupement, auprès des patients hospitalisés, usagers du service public.

Les praticiens libéraux qui interviendront au bénéfice exclusif des patients du service public seront rémunérés par l'établissement public de santé, conformément aux textes en vigueur. A aucun moment, il ne pourra être dérogé à la qualité d'usager du service public pour lequel ce dispositif devra rester neutre.

Est considéré comme intervenant à temps partiel, tout praticien intervenant au maximum 4 (quatre) demi-journées par semaine au sein du Centre Hospitalier.

- De faciliter la continuité des soins et la permanence des soins,
- De faciliter la mise à disposition de moyens autorisant une complémentarité publique-libérale de l'offre de soins médicale.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le Groupement a son siège au :

Centre Hospitalier de Saint Palais

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 5 - DUREE

Le Groupement est constitué pour une durée indéterminée qui commencera à courir à compter de la date de publication de l'acte d'approbation de la présente convention au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Le Groupement poursuit un but non lucratif.

ARTICLE 6 - CAPITAL

Le Groupement est constitué avec un capital de quatre-vingt-deux Euros (82 €) réparti comme suit :

- Le **Centre Hospitalier de Saint Palais** apporte en numéraire de quarante-deux Euros (42 €)
- Le **Docteur Elias ABDINI** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Jean BERNARD** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Thierry BROS** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Jean-Michel CHABAUD** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Philippe CLAVERIE** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Philippe DE GEOFFROY** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Christiane DELAFAYE-SENAC** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Anne DEYROLLE** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Alexandre GIRAUD** apporte en deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Sébastien HELOU** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Michel LACOUTURE-BORE** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Eric LEGUEN** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Marie-Laure LUXCEY-BELLOCQ** apporte en numéraire deux Euros (2 €)

- Le **Docteur Renaud NAVARRE** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Thomas NAVARRE** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Marie-France PASQUET** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Emmanuelle PROUST-LEMOINE** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Marc RAPPOPORT** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Pierre VAEZE** apporte en numéraire deux Euros (2 €)
- Le **Docteur Jean-Pierre VALVERDE** apporte en numéraire deux Euros (2 €)

Les membres du Groupement déclarent ne faire aucun apport en nature à la date de constitution du Groupement. Tout apport en nature ultérieur doit être mentionné dans un inventaire annexé aux présentes.

Ces sommes sont versées dans les caisses du Groupement sur appel de l'Administrateur, dans les 30 jours de cet appel.

Le capital est divisé en quarante et une (41) parts de deux Euros (2 €) chacune.

Les 41 parts composant le capital du Groupement sont réparties entre les membres dans les proportions suivantes :

- Le Centre Hospitalier de Saint Palais dispose des parts numérotées 1 à 21 soit 21 parts ;
- Le Docteur Elias ABDINI dispose d'une part : part n°22
- Le Docteur Jean BERNARD dispose d'une part : part n°23
- Le Docteur Thierry BROS dispose d'une part : part n°24
- Le Docteur Jean-Michel CHABAUD dispose d'une part : part n°25
- Le Docteur Philippe CLAVERIE dispose d'une part : part n°26
- Le Docteur Philippe DE GEOFROY dispose d'une part : part n°27
- Le Docteur Christiane DELAFAYE-SENAC dispose d'une part : part n°28
- Le Docteur Anne DEYROLLE dispose d'une part : part n°29
- Le Docteur Alexandre GIRAUD dispose d'une part : part n°30
- Le Docteur Sébastien HELOU dispose d'une part : part n°31
- Le Docteur Michel LACOUTURE-BORE dispose d'une part : part n°32

- Le Docteur Eric LEGUEN dispose d'une part : part n°33
- Le Docteur Marie-Laure LUXCEY-BELLOCQ dispose d'une part : part n°34
- Le Docteur Renaud NAVARRE dispose d'une part : part n°35
- Le Docteur Thomas NAVARRE dispose d'une part : part n°36
- Le Docteur Marie-France PASQUET dispose d'une part : part n°37
- Le Docteur Emmanuelle PROUST-LEMOINE dispose d'une part : part n°38
- Le Docteur Marc RAPPOPORT dispose d'une part : part n°39
- Le Docteur Pierre VAEZE dispose d'une part : part n°40
- Le Docteur Jean-Pierre VALVERDE dispose d'une part : part n°41

Les droits des membres sont définis à proportion de leurs apports au capital.

Le nombre de voix attribuées à chacun des membres lors des votes de l'Assemblée Générale est proportionnel aux droits qui leur sont reconnus.

Chaque part donne droit à une voix.

Les parts sont indivisibles à l'égard du Groupement qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les cessions de parts sont interdites.

En cas de retrait de l'un des membres et de non remplacement, ses droits sont répartis entre les membres restants à proportion de leurs parts respectives. Ces derniers s'acquittent auprès de l'Administrateur de la régularisation de leur apport en numéraire consécutif. Cette répartition est de droit.

TITRE II – DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

ARTICLE 7 – DROITS SOCIAUX ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

7.1. Détermination des droits sociaux

Les droits des membres du Groupement sont fixés proportionnellement au nombre de parts de capital dont ils disposent tels que fixés à l'article 6 des présentes.

L'attribution des droits au jour de la signature est la suivante :

- Le Centre Hospitalier de Saint Palais	51% des droits sociaux,
- Le Docteur Elias ABDINI	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Jean BERNARD	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Thierry BROS	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Jean-Michel CHABAUD	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Philippe CLAVERIE	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Philippe DE GEOFFROY	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Christiane DELAFAYE -SENAC	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Anne DEYROLLE	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Alexandre GIRAUD	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Sébastien HELOU	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Michel LACOUTURE-BORE	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Eric LEGUEN	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Marie-Laure LUXCEY-BELLOCQ	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Renaud NAVARRE	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Thomas NAVARRE	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Marie-France PASQUET	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Emmanuelle PROUST-LEMOINE	2,45% des droits sociaux,
- Le Docteur Marc RAPPOPORT	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Pierre VAEZE	2,45 % des droits sociaux,
- Le Docteur Jean-Pierre VALVERDE	2,45 % des droits sociaux,

Total : 100 % des droits sociaux.

Le mode d'attribution et de répartition des droits sociaux ci-avant décrits est considéré comme consubstantiel au fonctionnement du Groupement.

Le total des droits sociaux et leur répartition entre les membres pourront évoluer en cas de modification du capital, en cas d'adhésion, d'exclusion et de retrait de membres ; la régularisation qui en découle sera effectuée conformément à l'article 8 si une modification résulte de l'admission, du retrait ou de l'exclusion d'un membre et, dans les autres cas, à la date de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine de l'arrêté d'approbation par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de l'avenant à la présente convention régularisant les parts et les droits de chaque membre.

Quelle que soit l'évolution du Groupement, les membres conviennent que le Centre Hospitalier de Saint Palais ne pourra pas détenir moins de 51 % des droits sociaux.

7.2. *Droits et obligations*

Les membres du Groupement ont les droits et obligations qui résultent des dispositions légales ou réglementaires, de la présente convention constitutive et du règlement intérieur.

Chaque membre du Groupement a le droit, dans la proportion du nombre de ses droits sociaux rapportés au nombre total attribué à l'ensemble des membres, de participer avec voix délibérative aux Assemblées Générales du Groupement.

Chaque membre de l'Assemblée Générale a le droit d'être tenu informé de la marche des affaires dans les conditions statutaires. En sus des informations données lors des Assemblées Générales, chaque membre a le droit d'être informé à tout moment sur l'activité du Groupement, sauf à ce que ce droit dégénère en abus par sa fréquence ou l'importance disproportionnée des renseignements ou informations demandées.

Dans les rapports entre eux, les membres du Groupement sont tenus des obligations de celui-ci.

ARTICLE 8 - ADMISSION - EXCLUSION - RETRAIT

8.1. *Admission de nouveaux membres*

Le Groupement peut admettre de nouveaux membres dès lors qu'il s'agit de praticiens libéraux dont l'adhésion permettrait de consolider ou d'améliorer l'activité du Groupement.

Tout nouveau praticien libéral adhérent au Groupement s'engage à intervenir à temps partiel au sein du Centre Hospitalier dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

Par ailleurs, la procédure d'adhésion est requise en cas de constitution d'un nouvel établissement par absorption ou fusion d'un établissement, membre du Groupement, conformément à la réglementation en vigueur.

Les candidatures sont soumises à l'Assemblée Générale qui délibère sur l'admission du nouveau membre. Le vote a lieu à l'unanimité.

Un ou plusieurs membres ne peuvent la refuser que pour un motif sérieux et motivé par écrit.

En cas de refus, l'Assemblée Générale peut décider à la majorité de ses membres d'engager une procédure de conciliation et de réexaminer la candidature à son issue.

La décision de l'Assemblée Générale porte avenant à la Convention constitutive.

L'avenant soumis à l'approbation du Directeur de l'Agence Régionale de Santé précise notamment :

- l'identité et la qualité du nouveau membre,
- la date d'effet de l'adhésion,
- la nouvelle répartition des droits conformément à l'article 7 des présentes,

L'avenant à la présente convention une fois approuvé fait l'objet d'une publication dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

8.2. *Exclusion d'un membre*

L'exclusion d'un membre ne pourra être prononcée qu'en cas de non-respect grave ou répété de ses obligations résultant de la présente convention, des textes en vigueur et à défaut de régularisation, s'il est possible, dans le mois après une mise en demeure adressée par l'Administrateur et demeurée sans effet.

Le membre défaillant peut mettre en œuvre la procédure de conciliation prévue à l'article 15 des présentes dans le mois qui suit la mise en demeure.

A défaut de régularisation ou si la conciliation n'aboutit pas, l'exclusion est décidée par l'Assemblée Générale saisie par l'Administrateur, dans les conditions visées à l'article 11 de la convention.

Le membre défaillant est obligatoirement entendu par l'Assemblée Générale, convoquée au minimum 15 jours à l'avance ; mais il ne prend pas part au vote et ses voix ne sont pas décomptées pour les règles de quorum et de majorité. Les voix exprimées en faveur de l'exclusion doivent représenter 2/3 des droits sociaux.

L'exclusion d'un praticien membre est constatée par l'Assemblée Générale en cas de résiliation par le Centre Hospitalier du contrat d'association au service public hospitalier mentionné au titre V de la présente convention :

- en cas de faute grave ou de manquement grave du praticien après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception et restée infructueuse pendant un mois,
- en cas de sanction prononcée par les juridictions ordinales ou pénales contraignant le praticien à une cessation définitive d'activité ou à une cessation temporaire pour une durée de plus de trois mois, sans préavis ni mise en demeure préalable.

La répartition des droits statutaires telle que définie à l'article 7 donne lieu à régularisation qui sera effective à compter de l'exclusion ; jusqu'à cette date, les voix de l'exclu ne sont pas décomptées pour l'application des règles de quorum et de majorité.

Pour toute exclusion, l'avenant à la présente convention devra faire l'objet d'une publication dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

L'avenant à la convention constitutive précise :

- l'identité et la qualité du membre exclu,
- la date d'effet de l'exclusion,
- la nouvelle répartition,
- le cas échéant les autres modifications de la convention constitutive liées à cette exclusion.

8.3. *Retrait d'un membre*

8.3.1 *Retrait volontaire*

En cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du Groupement.

Le membre du Groupement désirant se retirer doit notifier son intention à l'Administrateur du Groupement par courrier recommandé avec demande d'avis de réception en respectant un préavis de 6 mois minimum.

L'Assemblée Générale constate par délibération le retrait du membre, détermine les conditions dans lesquelles l'activité menée en commun peut être continuée et les équipements peuvent être utilisés par le ou les membres restants et arrête la date effective du retrait.

8.3.2 *Retrait de plein droit*

L'Assemblée Générale constatera le retrait de plein droit sans préavis d'un praticien membre :

- en cas de décès ou d'incapacité professionnelle totale du praticien ;
- en cas de cessation définitive d'activité du praticien ;

8.3.3 Pour tout retrait, l'avenant à la présente convention devra faire l'objet de la publication prévue par les textes en vigueur.

L'avenant soumis à l'approbation du Directeur de l'Agence Régionale de Santé précise :

- l'identité et la qualité du membre qui se retire,
- la date d'effet du retrait,
- la nouvelle répartition des droits au sein du collège concerné,
- le cas échéant les autres modifications de la convention constitutive liées à ce retrait.

8.3.4 Le retrait d'un praticien membre du GCS entraîne de droit la résiliation de son contrat de praticien libéral associé au service public mentionné au titre V de la présente convention.

TITRE III – FONCTIONNEMENT FINANCIER

ARTICLE 9 - MODALITES DE REMUNERATION DES PRATICIENS LIBERAUX

Conformément à l'article L. 6133-6 du code de la santé publique, les actes pratiqués par les praticiens libéraux sur le plateau technique hospitalier dans l'intérêt des usagers du service public sont rémunérés à l'acte conformément à la réglementation en vigueur, et versés par le Centre hospitalier.

A ce titre, les conditions d'intervention des praticiens ne pourront déroger à la qualité d'usager du service public pour lequel ce dispositif devra rester neutre.

Les modalités de détermination et du versement de la rémunération ainsi que les modalités des prestations médicales assurées par le praticien sont définies au contrat de praticien libéral associé au service public mentionné au titre V de la présente convention.

En cas de modification des dispositions légales ou réglementaires applicables aux règles de rémunération des praticiens libéraux intervenant au sein du service public dans le cadre des Groupements de coopération sanitaire, les nouvelles dispositions s'appliqueront à la date d'entrée en vigueur des textes en cause. Les membres du Groupement s'engagent pour leur part à modifier les dispositions de leur contrat pour les mettre en conformité avec les nouvelles dispositions législatives ou réglementaires dans les meilleurs délais.

Plus généralement, les conditions et modalités de valorisation, de fixation et de versement des rémunérations ainsi que leurs modifications sont déterminés dans le contrat de praticien libéral associé au service public mentionné au titre V de la présente convention.

ARTICLE 10 - ETAT PREVISIONNEL DES RECETTES ET DES DEPENSES (EPRD)

L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice du Groupement commencera au jour de la prise d'effet de la présente convention.

Compte tenu de l'objet du Groupement :

- il n'est pas prévu de financement particulier,
- le GCS n'a pas vocation à engager des dépenses ni à recouvrer des recettes. Dans ces conditions, l'obligation aux dettes des membres ne saurait être engagée.

TITRE IV - INSTANCES

ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE

Article 11.1. Tenue et déroulement des Assemblées Générales

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres du Groupement.

Le Centre Hospitalier est représenté par son représentant légal ou son mandataire.

L'Assemblée Générale se réunit aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins une fois par an.

Elle se réunit également de droit à la demande d'au moins un tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé.

L'Assemblée Générale est convoquée par écrit 15 jours au moins à l'avance par l'Administrateur.

La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Si l'Administrateur ne défère pas dans un délai de 15 jours à la demande de convocation présentée par au moins un tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé, ces derniers convoquent eux-mêmes l'Assemblée Générale au siège du Groupement.

En cas d'accord et si tous les membres sont présents, l'Assemblée peut être tenue sur le champ sur un ordre du jour déterminé par les membres.

Le vote par procuration est autorisé. Aucun membre ne peut cependant détenir plus d'un mandat d'un autre membre à ce titre.

L'Assemblée Générale est présidée par l'Administrateur du Groupement.

En cas d'empêchement ou d'absence de ce dernier, la présidence est assurée par l'un des représentants des membres désignés par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne, en son sein ou non, un secrétaire de séance.

L'Administrateur assure notamment le bon déroulement de la séance, la tenue de l'émargement de la feuille de présence, veille à la désignation du secrétaire par l'Assemblée, à la vérification du quorum et à la rédaction du procès-verbal qui est porté sur un registre coté et paraphé, tenu au siège du Groupement.

Le procès-verbal est signé par l'Administrateur et le secrétaire de séance.

Article 11.2. Délibérations

L'Assemblée délibère sur les questions relevant de sa compétence selon les termes de la présente convention et notamment :

- 1° Toute modification de la convention constitutive ;
- 2° Le transfert du siège du groupement en tout autre lieu ;
- 3° L'état des prévisions des dépenses et des recettes ;
- 4° L'approbation des comptes de chaque exercice et l'affectation des résultats ;
- 5° Le règlement intérieur du groupement ;
- 6° La participation aux actions de coopération mentionnée à l'article L. 6134-1 du Code la santé publique ;

- 7° Les modalités selon lesquelles chacun des membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objet du groupement ;
- 8° Les modalités selon lesquelles les droits des membres sont fixés dans la convention constitutive du groupement ;
- 9° L'admission de nouveaux membres ;
- 10° L'exclusion d'un membre ;
- 11° Le retrait d'un membre
- 12° La nomination et la révocation de l'administrateur ;
- 13° Les conditions dans lesquelles peuvent être attribuées à l'Administrateur les indemnités de mission définies à l'article R. 6133-24 du Code de la santé publique ;
- 14° Les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles et leur affectation ainsi que les conditions des baux de plus de dix-huit ans ;
- 15° La dissolution du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- 16° Le rapport d'activité annuel ainsi que les comptes financiers transmis au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;
- 17° Le protocole définissant les modalités selon lesquelles sont réalisées les prestations médicales et précisant notamment les mesures visant à assurer l'information des patients et la continuité de leur prise en charge ;
- 18° Les modalités de facturation et de paiement des actes médicaux ;
- 19° Les conditions dans lesquelles elle délègue certaines de ses compétences à l'Administrateur.

L'Assemblée Générale ne délibère valablement que si les membres présents ou représentés représentent au moins la moitié des droits des membres du Groupement.

A défaut, l'Assemblée est de nouveau convoquée dans les 15 jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. En cas d'urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Les délibérations de l'Assemblée Générale mentionnées au 1° et 9° doivent être adoptées à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Les voix exprimées en faveur de l'exclusion doivent représenter 2/3 des droits sociaux sans que puisse participer au vote le représentant du membre dont l'exclusion est demandée.

Dans les autres matières, les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des droits sociaux des membres présents ou représentés.

Les délibérations mentionnées au 11° sont valablement prises sans que puissent participer au vote les représentants du membre dont le retrait est constaté.

L'Assemblée Générale peut entendre toute personne de son choix.

Les délibérations de l'Assemblée Générale, consignées dans le procès-verbal de réunion, obligent tous les membres du Groupement.

ARTICLE 12 - ADMINISTRATEUR

Le Groupement est administré par un Administrateur, élu en son sein par l'Assemblée Générale pour une durée de trois (3) ans, renouvelable.

L'Administrateur est révocable à tout moment par l'Assemblée Générale.

Son mandat est exercé gratuitement.

Il peut toutefois se voir attribuer des indemnités de mission dans les conditions déterminées par l'Assemblée Générale.

Lorsque l'Administrateur exerce une activité libérale, l'Assemblée peut, en outre, lui allouer une indemnité forfaitaire pour tenir compte de la réduction d'activité professionnelle justifiée par l'exercice de son mandat.

Il assure plus particulièrement dans le cadre de l'administration du Groupement, les missions suivantes :

- Préparation et exécution des décisions de l'Assemblée Générale et notamment de l'exécution du budget qui aura été adopté ;
- Convocation et présidence des assemblées générales ;
- Représentation du Groupement dans tous les actes de la vie civile et en justice ;
- Gestion courante du Groupement.

Dans les rapports avec les tiers, il engage le Groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

Il peut, en outre, recevoir délégation de l'Assemblée Générale conformément à l'article 11.2 des présentes.

TITRE V - CONDITIONS ET MODALITES D'INTERVENTION DES PRATICIENS LIBERAUX AU SEIN DU SERVICE PUBLIC

ARTICLE 13 - CONDITIONS ET MODALITES D'EXERCICE

13.1 - Intervention sur le plateau technique

Le Directeur du Centre Hospitalier autorise chaque praticien libéral, membre du Groupement, à procéder au sein du Centre hospitalier à tout acte relevant de sa spécialité et correspondant à ses titres hospitalo-universitaires, conformément à l'article L. 6133-6 du code de la santé publique.

A cet effet, le Centre hospitalier propose à chaque médecin libéral membre du Groupement un contrat de praticien libéral associé au service public qui l'autorisera à intervenir dans le cadre du service public.

L'autorisation est rigoureusement personnelle et non cessible.

Le praticien s'engage à exercer son activité professionnelle dans le cadre des conditions générales d'organisation et de fonctionnement du Centre Hospitalier, dans le respect de son règlement intérieur et conformément aux décisions du Groupement de Coopération Sanitaire.

13.2 - Moyens de fonctionnement

Les moyens de fonctionnement mis à la disposition des praticiens libéraux pour l'exercice de leur activité dans le cadre du Groupement sont ceux de l'établissement dans les conditions de fonctionnement de son plateau technique.

Le statut du praticien, qu'il soit public ou libéral, intervenant auprès du patient, n'a pas d'incidence sur les conditions d'exercice professionnel des personnels non médicaux du Centre Hospitalier.

La gestion et le stockage du dossier médical des patients incombent au Centre Hospitalier.

13.3 - Responsabilité

Le Centre hospitalier est responsable des éventuels dommages causés aux usagers du service public à l'occasion des soins prodigués y compris par les praticiens libéraux. Cette responsabilité est couverte par le contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle de l'établissement.

Cependant, le praticien libéral exerçant en toute indépendance son art au sein du Centre Hospitalier est seul responsable, à l'égard du Centre Hospitalier, des conséquences

dommageables liées aux actes qu'il sera amené à effectuer personnellement sur les usagers du service public. Le Centre Hospitalier pourra, le cas échéant, exercer une action récursoire à l'encontre de ce praticien.

Dans ces conditions, il devra être assuré à ses frais conformément à la législation et à la réglementation en vigueur et en justifier à première demande du Centre Hospitalier.

ARTICLE 14 - DUREE ET CESSATION DE LA PARTICIPATION DES PRATICIENS LIBERAUX AU SERVICE PUBLIC HOSPITALIER

14.1 Il sera mis un terme au contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier, sans préavis ni mise en demeure, ni indemnité contractuelle, dans les cas suivants :

- en cas de décès ou d'incapacité professionnelle totale du praticien ;
- en cas de dissolution du groupement de coopération sanitaire ;
- au jour de la survenance de la date légale de mise à la retraite sauf demande écrite de prorogation présentée par le praticien et acceptée par le Centre hospitalier et plus généralement en cas de cessation définitive d'activité du praticien ;
- en cas de sanction prononcée par les juridictions ordinaires ou pénales contraignant le praticien à une cessation définitive d'activité ou à une cessation temporaire pour une durée de plus de trois mois ;
- pour motif d'intérêt général et notamment en cas de décision du Directeur de l'Agence Régionale de Santé portant modification ou suppression d'autorisation d'activité, ou restructuration ayant pour conséquence la nécessaire résiliation du contrat.

14.2.1 - Il y sera mis un terme de plein droit sans préavis ni indemnité contractuelle, dans les cas suivants :

- à l'initiative du Centre Hospitalier, en cas de faute grave ou de manquement grave du praticien, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception et restée infructueuse pendant un mois.
- à l'initiative du praticien en cas de faute grave ou de manquement grave du Centre Hospitalier, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception et restée infructueuse pendant un mois

14.2.2 - Dans tous les cas autres cas, il y sera mis un terme sous réserve de respecter un délai de préavis de six (6) mois à compter de la réception de la lettre informant le cocontractant de la rupture.

--

TITRE VI - CONCILIATION - DISSOLUTION LIQUIDATION - PERSONNALITE MORALE

ARTICLE 15 - CONCILIATION - CONTENTIEUX

En cas de litige ou de différend survenant entre les membres du Groupement ou encore entre le Groupement lui-même et l'un de ses membres à raison de la présente convention ou de ses suites, les parties s'engagent expressément à soumettre leur différend à deux conciliateurs qu'elles auront respectivement désignés.

Une solution amiable devra intervenir dans un délai maximum de trois mois à compter de la date à laquelle la désignation du premier conciliateur est notifiée à l'autre partie.

La proposition de solution amiable sera soumise à l'Assemblée Générale et pour information à l'Agence Régionale de Santé.

Faute d'accord dans le délai imparti, la juridiction compétente pourra être saisie.

ARTICLE 16 - COMMUNICATION DES INFORMATIONS

Chacun des membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objet du Groupement qu'il détient, conformément à la réglementation en vigueur.

En outre, un rapport d'évaluation des activités est adressé chaque année à l'Agence Régionale de Santé.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION

Le Groupement est dissous de plein droit par le retrait de l'un de ses membres s'il n'en compte plus que deux.

Le Groupement peut également être dissous par décision unanime de l'Assemblée Générale, notamment du fait de la disparition de son objet ou de la volonté commune de ses membres.

En cas de désaccord, il est procédé à une recherche de conciliation, conformément à la procédure prévue à l'article 15.

La dissolution du Groupement est notifiée au Directeur de l'Agence Régionale de Santé dans un délai de 15 jours à compter de la délibération de l'Assemblée Générale prononçant la dissolution.

Celui-ci en assure la publicité dans les formes prévues par la réglementation en vigueur.

Les membres restent tenus des engagements conclus par le Groupement jusqu'à sa dissolution.

ARTICLE 18 - LIQUIDATION

La dissolution du Groupement entraîne sa liquidation mais la personnalité morale du Groupement subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'Assemblée Générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

ARTICLE 19 - PERSONNALITE MORALE DU GROUPEMENT

Le Groupement de Coopération Sanitaire est de droit public.

Le Groupement jouit de la personnalité morale à compter de la date de la publication de l'acte d'approbation par le Directeur Général de l'ARS de la présente convention au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine

<h2>TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES</h2>

ARTICLE 20 - REGLEMENT INTERIEUR

L'Assemblée Générale peut arrêter un règlement intérieur opposable à chacun des membres.

Les dispositions du règlement intérieur relatives aux prestations médicales assurées par les professionnels médicaux libéraux au bénéfice des usagers, devront répondre aux conditions de la présente convention constitutive.

Tout nouveau membre est tenu d'accepter de plein droit le règlement intérieur en cours à la date de son adhésion.

Le règlement intérieur est révisable chaque année.

L'établissement public veille à sa bonne application par son personnel et il est opposable aux praticiens, obligatoirement signataires du contrat de praticien libéral associé au service public hospitalier.

ARTICLE 21 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

La présente convention constitutive pourra être modifiée par l'Assemblée Générale des membres statuant dans les conditions visées à l'article 11 des présentes.

Ces modifications devront faire l'objet d'une approbation des autorités compétentes et d'une publicité telle que prévue par les textes en vigueur.

ARTICLE 22 - CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention ne prendra effet qu'après homologation par le Tribunal de Grande Instance de Bayonne de l'offre de reprise qui sera déposée par le Centre Hospitalier de Saint Palais à la suite de l'ordonnance du 25 février 2013 ayant ordonné la mise en redressement judiciaire de l'Association Médicale d'Amikuze gestionnaire de la Polyclinique Sokorri et publication de l'arrêté d'approbation par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine de la présente convention au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

ARTICLE 23 - DISPOSITIONS FINALES

Les soussignés donnent mandat au Directeur du Centre Hospitalier à l'effet de conclure pour le compte du Groupement les formalités nécessaires à sa publication.

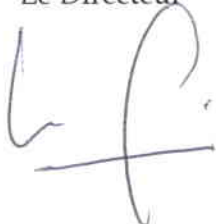
Fait à 5^e Palais, le 1^{er} mai 2013

En autant d'exemplaires originaux que de membres plus quatre, dont un pour rester au siège social du Groupement, un pour le Directeur de l'Agence régionale de Santé, et deux pour les formalités de publicité.

SIGNATURES

Pour le Centre Hospitalier
de Saint Palais

Le Directeur



Le Dr Jean BERNARD



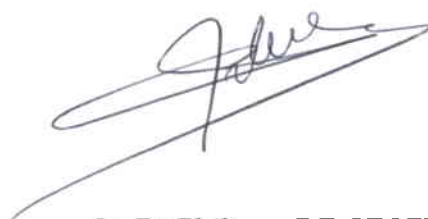
Le Dr Elias ABDINI



Le Dr Thierry BROS



Le Dr Jean-Michel CHABAUD



Le Dr Philippe CLAVERIE



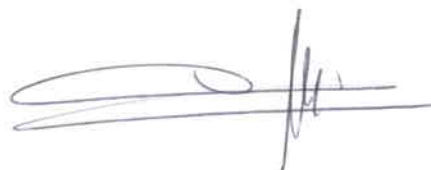
Le Dr Philippe DE GEOFFROY



Le Dr Christiane DELAFAYE-SENAC



Le Dr Anne DEYROLLE



Le Dr Alexandre GIRAUD



Le Dr Sébastien HELOU



Le Dr Michel LACOUTURE-BORE



Le Dr Marie-Laure LUXCEY-BELLOCQ



Le Dr Thomas NAVARRE



Le Dr Emmanuelle PROUST-LEMOINE



Le Dr Jean-Pierre VALVERDE



Le Dr Eric LEGUEN



Le Dr Renaud NAVARRE



Le Dr Marie-France PASQUET



Le Dr Marc RAPPOPORT



Le Dr Pierre VAEZE

